

Le jour où Manuel Valls s'est vu à Matignon

LE MONDE | 30.11.2013 à 10h27 | Par David Revault d'Allonnes

Manuel Valls a-t-il un instant pensé que Matignon était à sa portée ? Beaucoup, au gouvernement et dans la majorité, en sont persuadés : « *Il a beaucoup consulté, et il y a cru. Mais le scénario n'est pas celui-là.* » Son entourage a beau nier en bloc : au plus fort des intenses turbulences qui ont agité l'exécutif ces dernières semaines quant à la nécessité d'un remaniement, le ministre de l'intérieur a à l'évidence constitué une hypothèse sérieuse.

Un vieil ami du président en est persuadé : « *S'il y avait eu un changement de gouvernement, il avait une opportunité. C'était celui qui était le mieux placé. Mais Valls est plus malin que cela. Il ne dira jamais qu'il veut devenir premier ministre demain...* » Changer, ou pas ? Et quand ? Voilà, en substance, les questions posées par François Hollande à tous ceux qu'il consulte depuis des semaines. Les avis se révèlent variés parmi les ministres et les vieux complices du président.

Vincent Peillon ou François Rebsamen ont répondu par la négative. Stéphane Le Foll se montrait initialement plutôt réticent. Mais Laurent Fabius et Jean-Yves Le Drian, poids lourds de l'équipe Ayrault, votent pour. Tout comme Manuel Valls. Au plus fort de la cogitation générale, le ministre de l'intérieur n'a pu manquer de prendre l'interrogation pour lui.

Selon un dirigeant socialiste, les traditionnelles subtilités du propos présidentiel auraient fait le reste : « *François a dû utiliser devant Manuel la formule suivante : "Il faut se préparer à changer." Ce qui a été reçu par Manuel comme : "C'est bon pour moi. Préparons-nous."* » Sous couvert de l'anonymat le plus absolu, certains proches de M. Valls se risquent même alors à avancer deux hypothèses de dates, « *avant le 4 décembre* » ou « *autour du 8 ou 9 décembre* ».

Ce scénario d'une marche sur Matignon semble en tout cas avoir été sérieusement envisagé par l'entourage du premier ministre, où l'on a clairement identifié, depuis l'affaire Leonarda Dibrani, un soutien minimal du ministre de l'intérieur. « *Il n'a pas vraiment été très présent aux moments délicats, comme la manifestation contre les portiques ou celle de Quimper* », note un proche de M. Ayrault.

La rumeur d'intenses consultations menées par M. Valls n'a pu que constituer un argument de plus pour convaincre le chef du gouvernement de lancer, le 19 novembre, la contre-offensive sur le terrain de la réforme fiscale.

François Hollande a-t-il réellement demandé à Manuel Valls de se « préparer » ? Le ministre de l'intérieur et l'Élysée nient en bloc. « *Je veux continuer à mener l'action qui est la mienne à Beauvau. La sécurité des Français est une priorité* », assure au Monde M. Valls, qui figurera par ailleurs en troisième position, aux élections municipales, sur la liste socialiste dans sa ville d'Evry. « *Très clairement, Valls n'a jamais abordé le sujet avec ses plus proches* », jure le député de l'Essonne Carlos Da Silva.

Mais en « off », les démentis se font moins formels dans l'entourage de l'occupant de Beauvau, qui s'est entretenu avec nombre de ministres et a déjeuné avec François Rebsamen, son ancien rival dans la course à l'intérieur. « *Il a rencontré beaucoup de monde, pas forcément à sa demande* », dit un proche. « *Il y a toujours des gens qui veulent voir le ministre de l'intérieur pour parler de choses et d'autres, glisse un autre. Manuel n'a pas fait campagne. Il est sur un autre calendrier. Mais le jour où le président vous dit que c'est comme ça, eh bien c'est comme ça...* » Un troisième ajoute sans ambages : « *Plusieurs membres du gouvernement ou du PS considèrent que la solution Valls pourrait être crédible.* »

La reprise en main tentée par le premier ministre n'aurait donc que provisoirement clôturé la lancinante séquence de brainstorming élyséen. « *L'hypothèse d'un remaniement, le président en est maître*, résume un proche de M. Hollande. *Elle est valable tout le temps. Et l'hypothèse Valls a un sens politique.* » « *En situation de faiblesse* », concède ce proche, le président fera-t-il le choix, à quatre mois des municipales, de la popularité record de M. Valls, au risque de brusquer sa majorité, alors que Jean-Marc Ayrault vient de lancer une opération de reconquête de celle-ci ?

CRISPATIONS CROISSANTES

Les ministres écologistes l'ont déjà fait savoir : il ne faudra pas compter sur eux en cas de nomination de M. Valls à Matignon. Et nombre de leurs collègues socialistes s'interrogent à leur tour. « *Le positionnement de Manuel va quand même interpeller au sein de notre électorat* », s'inquiète l'un d'eux. Une ministre reste perplexe sur l'éventualité de demeurer au gouvernement : « *Cela dépend pour quoi faire. Si c'est pour renvoyer Leonarda, moi, je retourne à l'Assemblée. C'est peut-être une ligne qui convient au ministère de l'intérieur, mais pas à Matignon.* »

Conscient de ces faiblesses et des crispations croissantes qu'il suscite dans son camp, le ministre de l'intérieur a, depuis l'affaire Leonarda, observé une forme de retenue médiatique assez inhabituelle. Dans le même mouvement, il a entrepris un évident travail, sinon de recentrage, du moins de dédroitisation de ses positions, annonçant 10 000 régularisations de plus qu'en 2012 ou rendant un hommage appuyé à Christiane Taubira, mercredi soir, à l'occasion du meeting parisien organisé par le PS « contre les extrémismes ».

Un repositionnement qui tempère quelque peu les dénégations officielles de son équipe : s'il ne tombe pas l'uniforme de « premier flic de France », M. Valls, à l'évidence, se voit de plus en plus volontiers affublé d'un plus large costume. « *Ce qui préoccupe Manuel Valls, c'est de démontrer que la gauche est crédible sur la question de la sécurité et de lui permettre de gouverner dans la durée*, explique un proche. *Ensuite, dans ce cadre, pour inscrire une action dans le temps, il peut y avoir des changements. Mais le principe d'un responsable politique, c'est d'être fort, systématiquement.* »